



# Participation au cinquième Forum d'Oslo (Norvège) sur les Forêts Tropicales

Rapport



## Table des matières

Liste des acronymes .....	ii
I. Introduction.....	1
II. Déroulement du forum .....	2
1. Objectifs .....	2
2. Durée et délégués du GTCRR .....	2
3. Du Forum d’Oslo sur les Forêts Tropicales (OTFF) et des leçons apprises.....	2
3.1. Leçons tirées de quelques sessions en rapport avec la REDD+ .....	2
a) Opportunités gagnant-gagnant pour les populations et les forêts en Afrique centrale »	2
b) Modèles de financement pour les forêts de haute valeur d’intégrité : comment surmonter les barrières à la REDD+ .....	5
3.2. Leçons tirées de quelques sessions en rapport avec droits des communautés et peuples autochtones.....	6
Opportunités d’étendre la tenure et la gestion forestière des CL et PA.....	6
III. Conclusion .....	8
IV. Annexes .....	9
1. Programme détaillé de l’OTFF .....	9
2. Personnes rencontrées.....	12

## Table des illustrations

Encadré 1. Quoi de neuf dans des régions les plus pauvres du monde ? .....	3
Encadré 2. Analyse approfondie de la RDC : le développement rural peut-il résoudre le cycle de pauvreté/ déforestation ? .....	4
Encadré 3. Analyse approfondie du Gabon : les approches innovantes et durables du Gabon dans le secteur forestier. Pourraient-ils fonctionner ailleurs ? .....	4
Encadré 4. Mécanismes financiers innovants .....	6
Encadré 5. Faire progresser les droits fonciers collectifs : Reconnaissance de <i>LEA LOMAMI</i> .....	7

## Liste des acronymes

<b>ACERD</b>	Association Congolaise pour les Énergies Renouvelables et Décentralisées
<b>APEM</b>	Actions pour Promotion et Protection des Peuples et Espèces Menacés
<b>ART</b>	Architecture for REDD+ Transactions
<b>CAFI</b>	Central African Forest Initiative
<b>CCNUCC</b>	Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
<b>CDN</b>	Contribution Déterminée Nationale
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organization of United Nations (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)
<b>GFW</b>	Global Forest Watch
<b>GTCRR</b>	Groupe de Travail Climat REDD+ Rénové
<b>HFLD</b>	High-forest/Low-Deforestation
<b>IPLC</b>	Indigenous Peoples and Local Communities
<b>NICFI</b>	Norway's International Climate and Forest Initiative (Initiative Norvégienne Internationale pour le Climat et les forêts)
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>REDD+</b>	Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
<b>TFA</b>	Tropical Forest Alliance
<b>TRASE</b>	Initiative de transparence axée sur les données
<b>WRI</b>	World Resource Institute

## I. Introduction

L'Agence Norvégienne de Coopération au Développement (NORAD) a organisé du 21 au 22 juin 2022, au nom de l'Initiative norvégienne internationale sur le climat et les forêts (NICFI) ; la cinquième conférence internationale pour les forêts tropicales à Oslo réunissant ainsi plus de 400 personnes dont des décideurs politiques, des organisations membres de la société civile environnementale venant d'horizons divers.

En effet, cette rencontre organisée bi-annuellement permet à de nombreuses organisations de la société civile des différents bassins forestiers mondiaux (Amazonie, Afrique centrale, Asie du sud-est), aux donateurs et aux représentants des communautés locales et peuples autochtones de se rencontrer pour échanger sur les défis de maintenir les forêts tropicales debout.

Cette dernière édition forum d'Oslo sur les forêts tropicales a été possible grâce à l'implication de nombreuses ONG internationales notamment : le Secrétariat de « Architecture for REDD+ Transaction (ART) », le Secrétariat du « Central African Forest Initiative (CAFI) », Le « World Resource Institute », l'initiative de transparence basée sur les données, TRASE, la « Rainforest Norway (RFN) », le « Tropical Forest Alliance (TFA) » et le « Wildlife Conservation Society » en raison de leur engagement dans la protection des forêts tropicales.

En dehors de la session d'ouverture et de clôture, le forum a accueilli au cours de deux journées de travail, onze (11) sessions dont en moyenne 5 sessions par journée animées sous format de panels parallèles ou de groupes de travail précédés par moment de séances en plénières.

Le premier jour a été marqué par les sessions parallèles suivantes : *Les financements basés sur le marché pour la REDD+ à l'échelle juridictionnelle (ART), Les opportunités gagnant-gagnant pour les populations et les forêts en Afrique centrale (CAFI), le suivi des forêts et de l'utilisation des terres : de l'information à l'action (GFW), les opportunités pour étendre la tenure et la gestion forestière des CL et PA (RFN), un changement radical dans les mesures axées sur la demande (TRASE).*

La seconde journée a été marquée par différentes sessions qui portait sur : *les modèles de financement pour les forêts de haute valeur d'intégrité (WCS), la transition vers des matières premières sans déforestation (TFA) et par une session de formation aux outils de suivi des forêts (GFW).* A côté de ces sessions, des espaces d'échanges ont été aménagés et co-animés autour de divers sujets à savoir : *moyens pour surmonter les barrières à la REDD+ (ART-WCS-RFN), alignements de données volontaires et officielles pour le suivi des forêts et les risques des chaînes de valeur (GFW-TRASE) et enfin une dernière session a été conduite par les journalistes de CLA-PULTIZER CENTER sur les stratégies de sensibilisation et de mobilisation du soutien en lien avec les forêts tropicales.*

Un petit programme informatique proposé par les organisateurs pour l'évaluation avant chaque session a été d'une grande valeur d'autant plus qu'il a permis de maintenir les participants en alerte face à la masse d'informations reçues. Les espaces d'échanges entre les sessions et à la fin de chaque journée ont été favorables aux échanges entre les participants.

## II. Déroulement du forum

### 1. Objectifs

La participation du Groupe de Travail Climat REDD+ Rénové à ce forum avait pour objectifs : (i) partager les leçons tirées de la mise en œuvre du processus REDD+ et en apprendre de l'expérience des autres pays afin de susciter des interactions entre acteurs ; (ii) développer des alliances et renforcer le réseautage en vue de construire des plaidoyers plus solides en matière de lutte contre la crise climatique et la défense des droits des communautés locales et peuples autochtones.

### 2. Durée et délégués du GTCRR

Le Forum d'Oslo sur les Forêts Tropicales s'est tenu à Oslo en Norvège du 21 au 22 juin 2022 et a accueilli, grâce à l'appui de la NORAD et du RFN ; trois délégués du GTCRR des structures suivantes : Actions pour la Promotion et la Protection des Peuples et Espèces Menacés (APEM), Dynamique des Groupes des Peuples Autochtones (DGPA) ainsi qu'un membre de la Coordination nationale du réseau.

### 3. Du Forum d'Oslo sur les Forêts Tropicales (OTFF) et des leçons apprises

Le Forum d'Oslo sur les forêts tropicales s'est déroulé au « Radisson Blu Scandinavia Hotel » et de nombreuses sessions sur des sujets d'actualité ont été animées au cours de ce forum.

Chaque thématique abordée était sous le lead d'un des organisateurs du forum et se déclinait en plusieurs panels animés par différents intervenants.

Le tableau 1. en annexe donne les détails sur les thématiques abordées, les organisations leaders sur ces thématiques, les titres des panels ainsi que leurs animateurs.

Les lignes qui suivent reprennent les leçons tirées en lien avec la REDD+ et les droits des communautés de quelques sessions auxquelles le GTCRR a eu à participer ou à intervenir.

#### 3.1. Leçons tirées de quelques sessions en rapport avec la REDD+

##### a) *Opportunités gagnant-gagnant pour les populations et les forêts en Afrique centrale* »

JOUR	SESSIONS	LEADER	THEMATIQUE	PANELS
1	2	CAFI	Opportunités gagnant-gagnant pour les populations et les forêts en Afrique centrale	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Ouverture : Forêts d'Afrique centrale : quoi de neuf dans des régions les plus pauvres du monde ?</li> <li>○ Analyse approfondie de la RDC : le développement rural peut-il résoudre le cycle de pauvreté/ déforestation ?</li> <li>○ Analyse approfondie du Gabon : les approches innovantes et durables du Gabon dans le secteur forestier. Pourraient-ils fonctionner ailleurs ?</li> <li>○ Nouvelles approches de lutte contre la pauvreté pour réduire la déforestation aux niveaux infranationaux</li> </ul>

Le Secrétariat du « Central African Forest Initiative (CAFI) » a eu à animer les nombreux panels programmés au cours de cette session qui était sous son lead dont trois ont retenu notre attention.

Hormis le panel d'ouverture où le Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) est intervenu pour présenter les données actuelles sur l'état des forêts (2020-2022) dans la sous-région, un des panels était spécialement dédié à la République Démocratique du Congo (RDC) qui a accueilli la quasi-totalité des délégués du GTCRR ainsi que le Ministère de l'Environnement et Développement Durable représenté par le délégué du Fonds National REDD+ (FONAREDD) ; un autre panel était consacré aux gouvernants des ressources forestières dans la sous-région où la RDC était représenté par Mme la Directrice de cabinet Adjointe du Ministre des Finances.

*Encadré 1. Quoi de neuf dans des régions les plus pauvres du monde ?*

- La FAO note qu'il y a une nette évolution des publications actuelles autour des mots clés « moteurs de la déforestation ». Cela démontre d'un intérêt croissant pour la thématique de la déforestation auprès de la communauté internationale qui est relativement limité aux variables socio-économiques.
- Il existe aujourd'hui une multitude de produits d'occupations de sols qui permet de suivre l'état des forêts : « Global Tree Cover Loss (Hassen) », « Tropical Moist Forest (JRC) », etc. C'est ainsi qu'un projet monté avec des fonds CAFI-FAO a permis d'assurer un suivi de l'état des forêts pour la période de 2020 à ce jour.
- De ce projet, il ressort grâce à une validation à l'aide de 3 sets de validateurs que la déforestation n'est pas en train de croître de manière exponentielle. Cependant, le niveau de dégradation est significatif. L'étude globale du FRA, 2020, sur les moteurs de déforestation montre que **le complexe rural à un poids important dans les perturbations.**
- L'essentiel de ces perturbations sont observées dans les **forêts secondaires.**



Au cours du panel dédié à la RDC, les participants ont eu droit au partage sur des techniques innovantes, issues de l'expérience congolaise et développées à l'aide des fonds CAFI ; en matière d'agriculture familiale, de planification des terres par les communautés et ; de réduction des dépenses énergétiques comme moyens de lutte contre la pauvreté. Ces différentes expériences sont résumées dans l'encadré ci-dessous :

*Encadré 2. Analyse approfondie de la RDC : le développement rural peut-il résoudre le cycle de pauvreté/déforestation ?*

- Depuis 2015, les agricultrices et agriculteurs ont travaillé pour lutter contre la pauvreté au sein de leurs familles et rencontrent de nombreux problèmes dans l'exercice de leur activité (perte de fertilité des sols entre autres). A cet effet, des **semences de qualité améliorée** ont été fournies à près de **27000 ménages**, **8500 ha de plantations de cultures pérennes** et **4500ha de plantations agro- forestiers** ont été mises en place en vue de contribuer à la **sédentarisation de l'activité agricole et l'augmentation des revenus des ménages**.
- Dans le cadre de la gouvernance des ressources naturelles, plusieurs outils d'aménagement du territoire devant faciliter le contrôle de l'utilisation des sols et de structurer les communautés ont été développés à savoir : les **Comités Locaux de Développement** (dont 1200 ont été installés et responsabilisés), les **plans locaux d'aménagement du territoire** (650 plans de planification spatiales ont été développés).
- Étant donné, plus de 90% de la population congolaise dépend de la forêt pour couvrir ses besoins énergétiques, le gouvernement a travaillé en collaboration avec le secteur privé pour promouvoir les foyers améliorés. Aujourd'hui plus de **33 000 foyers améliorés et du gaz liquéfié (10-15% de dépenses qui sont réduites) accompagnés de réformes des politiques dans le secteur agricole, foncier et de l'énergie** (en attente de validation) ont concouru à réduire les dépenses de consommation en énergie.



En résumé :

- La préservation des forêts doit être basée sur les droits pour garantir l'appropriation et l'atteinte des objectifs. La notion de tenure et de droit foncier coutumier doivent être la base de toute initiative allant dans le sens de décider de ce qui doit être fait des forêts.
- L'Aménagement du territoire est une solution pertinente pour préserver les forêts. Mais les outils de l'AT sont coûteux et lourds à mettre en place. Toutefois, une approche amorcée au niveau communautaire (de bas vers le haut) en impliquant toutes les parties prenantes et qui capitalise les outils existants à consolider (foncier, agricole, forestier, minier, droits coutumiers, etc.) dans un processus itératif permet un système qui préserverait l'intégrité des forêts.
- Le besoin de définir ce qu'est la forêt intacte et lui donner un contenu et un statut afin d'avoir un travail ciblé. Avoir une définition commune au Bassin du Congo.

*Encadré 3. Analyse approfondie du Gabon : les approches innovantes et durables du Gabon dans le secteur forestier. Pourraient-ils fonctionner ailleurs ?*

- Fort de la quantité et de la qualité de données collectées sur les forêts, l'expérience gabonaise inspire plusieurs et encourage les décideurs comme les investisseurs. En effet, les nombreuses mesures d'application et textes de lois pris en faveur des forêts ont concouru à cela à savoir : *création de nombreux parcs nationaux, la promulgation de la Loi sur le développement durable, la ratification du nouveau plan de développement sur le climat, l'interdiction d'exportation du bois brut*, etc. La CEMAC est intéressé de capitaliser cette expérience.
- Il est à noter que pour la RDC, envisager de capitaliser cette expérience exigerait au pays de relever trois défis majeurs à savoir : (i) *l'amélioration des infrastructures*, (ii) *la diversification du secteur privé*, (iii) *Oser donner l'opportunité aux communautés d'essayer leur approche/ reconnaissance des sites sacrés, de leurs espaces (propriété collective certifiée), des systèmes de gouvernance traditionnels ainsi que de leur régime de tenure foncière*. Cela constituerait ainsi une réelle opportunité tant pour les communautés que pour la protection de la biodiversité et contribuerait à multiplier les crédits REDD+.

*b) Modèles de financement pour les forêts de haute valeur d'intégrité : comment surmonter les barrières à la REDD+*

JOUR	SESSION	LEADERS	THEMATIQUE	PANELS
2	6	WCS	Modèles de financement pour les forêts de haute valeur d'intégrité	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Pourquoi les forêts hautement intactes sont un cas particulier et un défi</li> <li>○ Mécanismes financiers innovants</li> <li>○ Opportunités de crédit HFLD en Guyane et ailleurs</li> <li>○ Options de financements pour les forêts à haute intégrité en Afrique centrale</li> </ul>
	9	ART-WCS-RFN	Surmonter les barrières à la REDD+	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ GROUPES DE TRAVAIL</li> </ul>

Autour du thème central portant sur les modèles de financement pour les forêts de haute valeur d'intégrité, à la suite des exposés ; divers acteurs de la société civile comme les décideurs ont lancé de nombreuses idées sur la façon la plus efficace d'appuyer financièrement les forêts à haute intégrité.

La réflexion était axée sur deux niveaux :

- (i) Macro : il s'agit ici de voir comment canaliser les financements pour le maintien des services éco-systémiques/ mise en place des capacités pour mesurer les progrès ; telle l'expérience gabonaise ou pour l'identification de ses aires où il y a une haute intégrité des forêts
- (ii) Micro (PSE) : cela suppose par exemple d'arriver à faire un lien avec les différents plans d'utilisations des terres et d'autres spéculations autres que le carbone (pour de nombreuses raisons : conservation, connaissance scientifique, modèle économique durable) en vue de permettre aux pays de programmer leur développement économique.

L'essentiel des échanges sont résumés dans l'encadré ci-dessous :

*Encadré 4. Mécanismes financiers innovants*

Pour un financement plus efficace des forêts à haute intégrité, les préalables suivants sont à prendre en compte :

- (a) *Avoir une meilleure stratégie de communication et d'information/ stratégie marketing, quel modèle économique le pays compte adopter pour parvenir à ce qu'il recherche ?*
- (b) *Prendre en compte les initiatives locales : L'innovation*
- (c) *Valoriser l'existant en favorisant des itérations entre les différentes approches (bottom ; top down) et en respectant les engagements*
- (d) *Garantir la tenure des communautés locales et peuples autochtones devrait s'appuyer sur leurs droits*
- (e) *Assurer une meilleure coordination du collège des bailleurs pour éviter les duplications et assurer des financements durables*
- (f) *Envisager de collecter plus de données scientifiques*

3.2. Leçons tirées de quelques sessions en rapport avec droits des communautés et peuples autochtones

*Opportunités d'étendre la tenure et la gestion forestière des CL et PA*

JOUR	SESSION	LEADER	THEMATIQUE	PANELS
1	4	RFN	Opportunités d'étendre la tenure et la gestion forestière des CL et PA	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plénière : Opportunités d'étendre la tenure et la gestion forestière des CL et PA, partie 1&amp;2</li> <li>○ Groupe 1 : CL et PA dans un projet REDD+ juridictionnel</li> <li>○ Groupe 2 : Faire progresser les droits fonciers collectifs</li> <li>○ Groupe 3 : Augmenter et améliorer le financement des CL et PA</li> <li>○ Groupe 4 : Intensification de la surveillance et de la gestion communautaire des forêts</li> </ul>



L'expérience de plusieurs territoires amazoniens investis dans la lutte pour la reconnaissance de la tenure et la gestion forestière des CL et PA a été partagée avec les participants du groupe 2 au cours du panel y consacré.

Ce groupe avait la particularité de mettre en scène peuples autochtones, acteurs de la société civile, les donateurs et représentants du gouvernement comme des intervenants sur une même thématique.

Les riches informations qui en découlées sont résumés dans l'encadré ci-dessous :

Encadré 5. Faire progresser les droits fonciers collectifs : Reconnaissance de LEA LOMAMI

- Cet espace représente 22% du territoire amazonien. Sa reconnaissance est un vrai parcours de combattant. Toutes les étapes de sa reconnaissance par les différents pays qu'il couvre ont duré un peu plus de 40 ans. En effet, (i) en 1980, la Colombie reconnaît les droits fonciers des autochtones sur ce territoire, (ii) en 1991, reconnaissance juridique, (iii) 2018, promulgation du décret 632 qui reconnaît les zones non juridictionnelles occupés par 14 gouvernements autochtones
- Il persiste certains défis : (a) c'est la reconnaissance basée sur les dénominations autochtones de ces gouvernements dans les textes légaux. Actuellement, les textes parlent des zones « non juridictionnelles » sans les nommer ; (b) le rôle des femmes et des savoirs endogènes (diversité des semences, éducation, sans les opposer avec les connaissances occidentales, etc.).
- La réforme sur les peuples autochtones de la RDC vient à point nommé d'autant plus qu'elle peut valoriser les acquis de l'expérience amazonienne.
- Pour les donateurs, les PA et les CL sont actuellement leurs cibles en termes de destination de financement. Étant donné les 3 niveaux de financement qu'ils appliquent ; gouvernement, CL & PA, intermédiaires (partenaires de confiance qui trouvent les modèles de financement qui marchent) ; les financements devraient être canalisés de manière plus direct auprès des organisations nationales et régionales selon leurs capacités à collaborer pour faire avancer la compréhension de la question autochtone aux bailleurs.

### III. Conclusion

La participation du Groupe de Travail Climat REDD+ Rénové au Forum d'Oslo sur les forêts tropicales est une réelle opportunité pour le réseau en ce qu'elle a la particularité d'être focalisée sur les questions de REDD+ et de défense des droits des communautés locales et peuples autochtones qui constituent le cœur de métier du GTCRR.

Cette édition a été riche en informations et offert de nombreuses opportunités d'échanges entre acteurs notamment avec les donateurs qui ne sont pas toujours accessibles. Les prochaines éditions gagneraient à associer plus d'acteurs du secteur privé à ces échanges pour mieux cerner tout le contour du problème et arriver à des solutions mieux adaptées (aux différents utilisateurs de la forêt) et durables.

Les différentes innovations tant au niveau macro que local sont à capitaliser par les différents acteurs de la société civile environnementale dans le cadre de la recherche des solutions au profit des communautés locales et peuples autochtones qu'ils accompagnent.

## IV. Annexes

### 1. Programme détaillé de l'OTFF

JOUR	SESSIONS	LEADER	THEMATIQUES	PANELS	ANIMATEURS
I	1	ART	Financements basés sur le marché pour la REDD+ à l'échelle juridique	o Ouverture de la conférence-session plénière	o Ella Marie
				o Plénière : Mises à jour sur les marchés du carbone	o Mary Grady, directrice exécutive ; Architecture for REDD+ Transactions (ART)
				o Groupe 1 : Le chemin vers les crédits carbone	o Mario Bocuzzi, Directeur ONU-REDD
				o Groupe 2: Aligner les attentes des acheteurs; des vendeurs, des donateurs et des autres parties prenantes	o William Boyd, professeur et chef de projet du groupe de travail GCF, UCLA School of Law/ GCF Task force
				o Groupe 3 : Actions et opportunités infranationales	o Fabiola Munoz, coordonnatrice du groupe de travail
	2	CAFI	Opportunités gagnant-gagnant pour les populations et les forêts en Afrique centrale	o Ouverture : Forêts d'Afrique centrale : quoi de neuf dans des régions les plus pauvres du monde ?	o Estelle Fasch, Spécialiste de programme, Secrétariat CAFI
				o Analyse approfondie de la RDC : le développement rural peut-il résoudre le cycle de pauvreté/ déforestation ?	o Berta Pesti, cheffe du Secrétariat CAFI
				o Analyse approfondie du Gabon : les approches innovantes et durables du Gabon dans le secteur forestier. Pourraient-ils fonctionner ailleurs ?	o Linsey EMBINGA, coordinatrice de l'Unité de Gestion des Programmes CAFI Gabon
				o Nouvelles approches de lutte contre la pauvreté pour réduire la déforestation aux niveaux infranationaux	o Jules KATUBADI, conseiller forêt et climat à l'ambassade de la Norvège en RDC
	3	GFW	Suivi des forêts et de l'utilisation des	o Groupe 1 : Nouvelles frontières dans la technologie et l'application de la surveillance des forêts	o Mikaela Weisse, WRI

2			terres : de l'information à l'action	o Groupe 2 : Monitoring Marketplace : présentation	
	4	RFN	Opportunités d'étendre la tenure et la gestion forestière des IPLC	o Plénière : Opportunités d'étendre la tenure et la gestion forestière des IPLC, partie 1&2	
				o Groupe 1 : IPCL dans un projet REDD+ juridictionnel	
				o Groupe 2 : Faire progresser les droits fonciers collectifs	
				o Groupe 3 : Augmenter et améliorer le financement des IPLC	
				o Groupe 4 : Intensification de la surveillance et de la gestion communautaire des forêts	
	5	TRASE	Un changement radical dans les mesures axées sur la demande	o Plénière : Bilan des mesures du côté de la demande	
				o Atelier 1 : Au-delà du nettoyage des chaînes d'approvisionnement	o Daniela GOEHLER, chef d'équipe GIZ
				o Atelier 2 : Acteurs vulnérables	o Mairon Bastos LIMA, chercheur, Institut de l'Environnement de Stockholm
				o Atelier 3 : Exigences de traçabilité	
6	WCS	Modèles de financement pour les forêts de haute valeur d'intégrité	o Pourquoi les forêts hautement intactes sont un cas particulier et un défi		
			o Mécanismes financiers innovants		
			o Opportunités de crédit HFLD en Guyane et ailleurs		
			o Options de financements pour les forêts à haute intégrité en Afrique centrale		
7	TFA		o Plénière : De la réduction des risques à la transformation positive des forêts : protéger les forêts dans les régions productrices de produits de base		

			Transition vers des matières premières sans déforestation	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Groupe1 : Accélérer les progrès pour parvenir à une utilisation durable des terres à l'échelle juridictionnelles : le rôle du secteur privé</li> <li>o Groupe2 : De Glasgow à Charm el-Cheik : comment le secteur financier met en œuvre les engagements de la CoP26</li> <li>o Groupe3 : Driving Greater Accountability : The Business case for Transparency</li> </ul>	
8	GFW		Formation à l'utilisation des outils de suivi des forêts	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Partie 1 : Programme de données NICFI</li> <li>o Partie 2 : Veille forestière mondiale</li> <li>o Partie 3 : Récupérer la Terre</li> <li>o Partie 4 : SEPALE</li> </ul>	
9	ART-WCS-RFN		Surmonter les barrières à la REDD+	o GROUPES DE TRAVAIL	
10	GFW-TRASE		Alignements de données volontaires et officielles pour le suivi des forêts et les risques des chaînes de valeur	o GROUPES DE TRAVAIL	
11	CLA-PULTIZER CENTER		Stratégies de sensibilisation et de mobilisation du soutien : les rapports sur les forêts tropicales	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Panel 1 : Reportage sur les forêts tropicales</li> <li>o Panel 2 ; Collaborer entre les mouvements</li> </ul>	

## 2. Personnes rencontrées

<b>N°</b>	<b>Personnes rencontrées</b>	<b>Qualité</b>	<b>Structures</b>
01	Espérance Nzuzi MUAKA	Présidente du Conseil d'Administration	CONAPAC
02	Ginette MUTETA NZAU	Directrice de cabinet Adjoint	Ministère des Finances, RDC
03	Jef Dupain	Directeur	Zoo d'Anvers
04	Jenny Lopez	Conseillère en gouvernance foncière	FCDO
05	Julie Nash	Directrice des Programmes, Aliments et forêts	CERES
06	Kurimoto Masaru	Directeur	JICA
07	Léonie Clavel	Responsable d'expansion de la RDC	One acre Fund
08	Marie Claire Abogue Ndong	Conseillère chargée du genre, du climat des communautés locales	ROSEVAC
09	Michel Laforge	Secrétaire exécutif	Global Alliance
10	Raymond Achu Samdong	Responsable du Suivi, Evaluation et reportage	Tenure Facility
11	Gloria Pallares	Journaliste	Pultizer Center
12	Solange Bandiaky Badji	Directrice	RRI